



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

manifestations

Question au Gouvernement n° 1186

Texte de la question

ÉMEUTES À STRASBOURG

M. le président. La parole est à M. Armand Jung, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Armand Jung. Monsieur le Premier ministre, en marge des cérémonies officielles du sommet de l'OTAN à Strasbourg, quelques centaines de casseurs ont choisi le symbole du Pont de l'Europe, qui relie la France à l'Allemagne, Strasbourg à Kehl, pour se livrer à ce qu'il faut bien appeler la mise à sac de deux quartiers : le Port-du-Rhin et le Neuhof.

Au-delà de nos différences d'appréciation sur les missions de l'OTAN et sur l'opportunité de rejoindre le commandement intégré de l'Alliance, les Strasbourgeois ont le droit de savoir ce qui s'est réellement passé durant ces longues heures pendant lesquelles ils ont eu le sentiment d'avoir été abandonnés par les pouvoirs publics. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Comment se fait-il qu'avec autant de policiers, de CRS, de militaires présents à Strasbourg, ces deux quartiers aient pu faire l'objet de dégradations sans précédent : un hôtel et une pharmacie incendiés, un poste de douane saccagé, une chapelle et le mobilier urbain attenant dégradés ?

Rien de semblable n'a été constaté à Kehl, de l'autre côté du Rhin. Y aurait-il eu des dysfonctionnements dans la chaîne de commandement et de sécurité ? (*Murmures sur les bancs du groupe UMP.*) Ces deux quartiers auraient-ils été abandonnés à leur sort durant ce sommet ? Les Strasbourgeois, qui ont dû limiter leurs activités et leurs déplacements pendant près d'une semaine, auraient apprécié que les forces de l'ordre soient plus efficaces dans la prévention des risques encourus et que le Pont de l'Europe, lieu hautement symbolique, soit mieux protégé, et pas uniquement au moment du passage des chefs d'État. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le Premier ministre, il est de la responsabilité de l'État, organisateur du sommet de l'OTAN, de réparer ce qui peut être réparé et de redonner un nouveau visage à la Porte de France. (*Mêmes mouvements.*) Quelles mesures concrètes comptez-vous prendre pour réhabiliter les quartiers du Port-du-Rhin et du Neuhof et pour indemniser les habitants qui ont subi de graves dommages ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

M. Roland Muzeau. Expliquez-nous pourquoi la police est partie ?

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales*. Monsieur le député, je ne saurais vous laisser mettre en cause les forces de police et de gendarmerie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Le débriefing qui a eu lieu ce matin a montré que ces forces étaient parfaitement proportionnées aux événements. Du reste, le fait que le sommet se soit déroulé et qu'il n'y ait pas eu de problème dans Strasbourg, ni avant samedi, le prouve. La réalité, c'est que des groupes extrêmement violents s'étaient donné rendez-vous de ce côté-ci du Rhin.

M. Maxime Gremetz. Vous le saviez !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur*. Pendant trois jours, chaque fois qu'ils sont sortis, encagoulés et armés de barres de fer, les forces de police les ont refoulés à l'intérieur du camp. Le samedi, ces groupes ont profité de la manifestation pacifiste pour s'introduire en son sein,...

M. Bruno Le Roux. Ce n'est pas vrai !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur*. ...d'autant que celle-ci n'avait pas de service d'ordre suffisant, et l'ont utilisée pour aller commettre un certain nombre de dégradations.

Nous avons pu neutraliser certains d'entre eux, mais nous n'avons pu empêcher certaines dégradations que, comme vous, je regrette profondément. Ainsi que je l'ai indiqué à M. Maurer, des mesures ont été prises pour indemniser intégralement les personnes, comme M. le Premier ministre l'avait annoncé au maire de Strasbourg, qui l'avait appelé à ce sujet.

Monsieur le député, j'aimerais que l'on ait tous l'honnêteté de condamner ceux qui sont à l'origine des violences, plutôt que les forces de police. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Que n'ai-je entendu sur les bancs de l'opposition avant cette manifestation : les forces de police auraient été trop nombreuses, le dispositif disproportionné ! (*Vives protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. Merci, madame la ministre...

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur*. On prédisait des violences policières ; il n'y en a pas eu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Patrick Bloche. Vos propos sont honteux !

Mme Marylise Lebranchu. N'importe quoi !

Données clés

Auteur : [M. Armand Jung](#)

Circonscription : Bas-Rhin (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1186

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 avril 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 avril 2009